

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

La nécessaire relance par les salaires

- Economie -

Date de mise en ligne : mardi 9 octobre 2012

Démocratie & Socialisme

Quand on parle de la relance salariale indispensable aujourd'hui dans notre pays, certains nous objectent qu'il ne faut pas recommencer ce qui a été fait de 1981 à 1983. Nos contradicteurs disent alors que la relance à cette époque avait surtout bénéficié aux importations pas à la relance intérieure. C'est argument n'est pas juste. En 1981 (chiffres INSEE) les importations françaises s'élevaient à 22,98 % du PIB. En 1982 à 24,40 %. En 1985, après le blocage des salaires et une austérité salariale qui revenait à annuler la relance de 1981, les importations représentaient 24,25 % du PIB et 22,93 % en 1989, après un recul de 10 points de la part salariale. Les importations ont surtout diminué en 1992-1993 (entre 21 et 19,5 % du PIB) mais ce n'était pas un signe de bonne santé économique, simplement l'effet de la récession.

Relance et marché intérieur

La relance de la consommation profite avant tout au marché intérieur. Les importations, c'est entre 25 et 28 % du PIB entre 2008 et 2011, de l'ordre de 23 ou 24 % au début des années 1980. Les 75 % restant, c'est le marché intérieur. Difficile par exemple de délocaliser les hyper marchés, les agences bancaires, l'artisanat, le commerce, la plupart des services...

La relance de la consommation profitera aussi, sans doute, aux entreprises allemandes. Mais si tous les pays européens étouffent leur demande intérieure sous prétexte que les entreprises des pays voisins pourraient en profiter, on va droit dans le mur. C'est d'ailleurs ce qui se passe.

En 1983, le débat avait, en réalité, lieu sur la possibilité ou non de dévaluer le franc : cela aurait alourdi la facture de pétrole (payé en \$) mais les prix du pétrole se sont inversés au cours des années suivantes notamment en fonction des économies d'énergie réalisées dans les pays occidentaux et l'utilisation progressives d'autres sources d'énergie (nucléaire notamment). La dévaluation du franc aurait par contre dopé les exportations françaises. Comme, aujourd'hui, le ferait (à destination des pays hors zone euro) une baisse de l'euro. Une baisse de 20 % de la valeur de l'euro par rapport au \$ (qui avait augmenté de 40 % entre fin 2002 et fin 2010) entraînerait une baisse de 48 milliards (par an) du coût des exportations françaises. A comparer à la "baisse du coût du travail" de 40 milliards que Bercy cherche à réaliser sur trois ou quatre ans avec une augmentation de la CSG (parmi les pistes...) qui massacrerait la consommation intérieure. La baisse actuelle de l'euro n'est pas structurelle, elle est due à la faiblesse de la zone euro et aux doutes des spéculateurs (ce sont eux qui déterminent la valeur des monnaies sur le marché des changes) quant à l'avenir de l'euro.

Le « théorème de Schmidt »

Pour en revenir à 1983, le plan Delors a été la mise en application du premier volet du "théorème d'Helmut Schmidt" : les profits d'aujourd'hui sont les investissements de demain et les emplois d'après-demain. On sait ce qu'il en a été : les profits ont bien pris, entre 1982 et 1989, 10 points aux salaires dans le partage de la richesse nationale. Mais ces profits ne sont allés ni à l'investissement productif, ni à l'emploi. C'est la finance qui en a profité. Entre 1980 et aujourd'hui, la part des dividendes est passée de 3,2 % du PIB à 9,3 % du PIB. (180 milliards d'euros par an qui n'ont aucune utilité économique et sociale). Les dividendes sont perçus après que l'entreprise a réalisé ses investissements.

Ce que la finance cherche à nous imposer aujourd'hui, c'est un 2ème théorème de Schmidt. On comprend qu'elle n'ose pas le dire. C'est ce qu'on appelle une politique de déflation salariale (baisse des salaires sans toucher au taux

de change de la monnaie). C'est ce qu'avaient mis en oeuvre Brüning en Allemagne et Laval en France au début des années 1930. Avec le succès que l'on sait.

La baisse de la part salariale est à l'origine de la crise de 2007-2008. Il ne suffit pas de diminuer le coût du travail, il faut aussi vendre. Et pour vendre, on peut certes, augmenter la part des produits de luxe (voir l'excellente santé de LVMH) et l'augmentation virtuelle des cours boursiers (qui poussent leurs détenteurs à s'endetter avec leurs titres comme garantie) jusqu'au jour où les spéculateurs s'aperçoivent que ce n'était que virtuel et que les cours s'effondrent (le marchés boursiers des nouvelles technologies en 2000, l'ensemble des bourses dans le monde en 2007-2008). Il faut même, en fin de compte, essayer de prêter aux catégories qui ne pourront pas rembourser et on se retrouve devant la crise des "subprime".

Nous sommes exactement dans le même cas de figure et **toute diminution de la part des salaires nous amènerait dans une crise bien pire que celle de 2007-2008. La relance salariale est une nécessité sociale et économique.**

Jean-Jacques Chavigné